Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 18 MARS 1841.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet portant des modifications à divers articles du Tarif des Douanes.

MESSIEURS,

La Commission à laquelle vous avez renvoyé le projet de loi portant des modifications au tarif des douanes, a l'honneur de vous présenter son rapport; elle s'expliquera brièvement sur les divers objets auxquels la loi qui nous est proposée s'applique.

Il y a en premier lieu dans ce projet une augmentation de droits sur les amandes. Maintenant, celles dites derobées sont tarifées à l'entrée à 3 francs 18 centimes les 100 kilogrammes; celles en coques le sont à 2 francs 12 centimes; le nouveau tarif propose un droit uniforme pour les deux espèces de 15 francs les 100 kilogrammes. Il est à remarquer qu'en France, et en Prusse, le droit est de même égal pour les amandes en général, et qu'il est plus élevé encore; que ces fruits sont destinés aux usages de luxe; ainsi votre Commission n'a pas hésité d'adopter l'augmentation dont s'agit, qui pourra produire au-delà de 18,000 francs.

Le second article de douanes, dont fait mention le projet, est la Cannelle de Ceylan: on propose d'élever le droit actuel de 42 40/100 centimes le kilogramme à 2 francs, soit 8 à 9 p. c. à la valeur.

Il est vrai que l'augmentation présumée des droits ne s'élèvera guères qu'à 5000 francs, mais cet article a paru à votre Commission de nature à pouvoir subir ce droit plus élevé sans inconvénients, elle vous en propose l'adoption, de même que le nouveau droit de 20 francs par 100 kilogrammes sur la cannelle de la Chine et la Cassia Lignea, ce qui fera à peu près 10 p. c. sur la valeur, tandis qu'actuellement le droit ne s'élève qu'à 8 francs 48 centimes par 100 kilogrammes. On peut présumer une recette plus forte de ce chef de près de 6000 francs.

Le droit existant à l'entrée sur les épiceries, savoir: macis, noix muscade, clous de girofles, antofles de girofles est de 5 p. c., le nouveau droit serait de 10 p. c. et produirait en plus 12,000 francs et au-delà; cette majoration a paru à votre Commission, proportionnée à l'usage qu'on fait de ces articles et partant se trouve admise.

Les figues sont imposées actuellement à 2 francs 12 centimes les 100 kilogrammes, et près d'un million de kilogrammes sont mis annuellement en consommation. Il a paru à la Commission que conformément à la proposition de M. le Ministre des Finances, qui a été adoptée sans discussion à la Chambre des Représentans, il y a lieu d'élever ce droit à 5 francs. Si la con-

somation de ces fruits ne diminue pas par suite de l'élévation du droit qui représentera maintenant à peu près 12 p. c. de la valeur, l'augmentation proposée pourra produire près de 29,000 francs.

Une augmentation assez considérable nous est proposée sur les fruits verts de toute espèce, autres que ceux tarifés spécialement, savoir : sur les citrons et les oranges, le droit actuel n'est que de 3 p. c., le Gouvernement avait proposé celui de 15 p. c., mais après discussion à l'autre Chambre, il a été fixé à 10 p. c. Votre Commission vous propose également l'adoption de cette majoration. Sur les fruits secs, la proposition de M. le Ministre de porter le droit à 15 p. c. a été admise par la Chambre des Représentants, elle a paru également admissible à votre Commission; l'augmentation des recettes sur les fruits verts et secs peut être évaluée à 30,000 francs et au-delà.

Quant aux huiles de poissons, de baleines et de chiens-marins, non provenant de la pêche nationale, le droit existant à présent n'est que de 2 francs 12 centimes par hectolitre : ce droit est évidemment trop bas; le projet primitif fut de le porter à 5 francs, mais dans le cours de la discussion, M. le Ministre a proposé de l'élever jusqu'à 12 francs 30 centimes. Il nous a paru, Messieurs, que cette majoration est bonne, elle n'aura pas seulement un but fiscal, mais sera favorable à l'agriculture et de plus elle tendra à rendre moins mauvaise dans certaines fabriques la préparation du savon noir; il a été proposé en outre la continuation de la libre entrée des huiles prédites par navires de la pêche nationale : cet encouragement à cette industrie a été admis par votre Commission.

Un droit pareil de 12 francs 30 centimes pour lequel on avait proposé primitivement 10 francs, a été admis sur les huiles d'olives, de faine, d'œillette ou de pavots et sur les autres huiles comestibles de même espèce, ainsi que sur celles de graines; l'huile de foie ne serait imposée qu'à 53 centimes et dans l'intérêt des industries un droit de 2 francs 12 centimes seulement est fixé sur les huiles d'olive ne pouvant servir qu'aux fabriques; le Gouvernement étant autorisé à prendre les mesures nécessaires pour que cette disposition ne soit appliquée qu'aux huiles d'olive qui ne servent réellement qu'aux fabriques, on espère que Monsieur le Ministre donnera des instructions précises à cet égard aux employés, pour prévenir toute fraude de ce chef; en outre la Commission fait observer qu'il est accordé par ce tarif pour le coulage de l'huile de baleine 12 p. c., et pour le lard de baleine 6 p. c., le Gouvernement avait espéré, d'après ces premières propositions, modifiées depuis, une majoration de recettes d'environ 100,000 francs; il serait difficile d'apprécier jusqu'à quel point un droit plus fort diminuera l'importation soumise au droit et jusqu'à quelle somme on doit évaluer ce que le nouveau tarif, quant aux huiles, rapportera en plus au trésor.

On propose d'élever le droit sur la mercerie, la quincaillerie et les jouets d'enfants de 6 p. c. à 10 p. c.; cette augmentation, qui ne paraît pas trop forte, pourra cependant donner une recette plus élevée d'environ 70,000 fr. La Commission approuve le changement du tarif.

Parmi les objets moins importants quant aux produits fiscaux figure le miel, il n'est tarifé maintenant qu'à 2 fr. 12 c. par 100 kilog.; on porte dans le nouveau projet ce droit à 10 fr.; quoique le miel soit d'un usage assez général pour la classe inférieure, votre Commission n'a pas cru devoir refuser la majoration proposée, qui porterait le droit d'entrée à 12 p. c. de la valeur, et

la somme revenant au trésor à 18,000 fr. en plus; elle a approuvé la même majoration sur le piment, qui élèverait le droit à 7 ou 8 p. c. de la valeur : le produit de cette majoration est minime. Le droit à 5 fr. par 100 kilogrammes sur le poivre est loin d'être exagérée; l'augmentation présumée des recettes n'est guères plus importante que pour l'article piment, à savoir 4,000 fr. environ.

L'augmentation des droits sur les prunes et pruneaux est importante, car de 65 60/100 centimes on propose d'élever le droit à 10 fr. par 100 kilog. M. le Ministre avait évalué l'augmentation proposée par ce nouveau tarif à environ 25,000 fr., mais il est très possible que la consommation de ces fruits ne restera plus si forte; quoiqu'il en soit, votre Commission n'a aucunement trouvé que la majoration dût être écartée, d'ailleurs la Belgique elle-même produit beaucoup de ces fruits et pourrait en produire davantage.

Le droit d'entrée sur les raisins est actuellement de 84 80/100 centimes pour 100 kilog.; on nous propose de le porter à 10 fr.: la Commission doute qu'on obtienne en plus une recette de 24,000 fr. environ comme le Gouvernement l'espérait; mais comme il s'agit plutôt ici d'un objet de luxe, il paraît qu'il y a lieu d'adopter cette majoration.

Sur les raisins de Corinthe le droit se trouve tarifé maintenant à 2 fr. 12 c.: d'après le projet du nouveau tarif on le porterait à 10 fr. comme pour les autres raisins dont nous venons de parler; on présume de ce chef une recette plus élevée qu'autrefois, d'au delà de 30,000 fr. Votre Commission présume que cette prévision est exagérée, mais elle adopte néanmoins la majoration.

Le riz est d'une consommation générale: il eût été à désirer que dans un moment où le Gouvernement éprouve des besoins, il n'eût pas été obligé de proposer une majoration de droit sur cet article, il n'était que de 63 60/100 centimes par cent kilogrammes. La Chambre des Représentants l'a porté à 5 fr., après discussion, et sans distinguer entre des espèces de riz qui diffèrent cependant essentiellement en qualité; la Commission n'a pas cru devoir rejeter un accroissement d'impôt sur cet objet: on peut en espérer une augmentation de 143,000 francs, si l'importation ne diminue pas lorsque les droits seront plus élevés.

Enfin quant aux tissus de soie, on ne vous propose, Messieurs, qu'un changement dans le droit commun de tarif pour l'établissement du montant de la taxe, et ce en supprimant la note La F, en vertu de laquelle, entre autres, les rubans de soie sont actuellement livrés à la fraude, parce qu'ils se trouvent frappés d'un droit exorbitant et hors des prévisions de la loi; la Commission adopte également cette modification.

Quant aux droits de sortie, le tableau du projet de loi fait voir qu'ils sont minimes, la plupart à 5 centimes par 100 kilogrammes et 1/4 p. c. de la valeur; pour la mercerie, quincaillerie et jouets d'enfants, ce droit est de 1/2 p. c. et il est de 40 centimes par 100 kilogrammes sur le miel et le riz. Votre Commission approuve également ces droits à la sortie; la Belgique par sa position ne doit pas se piquer de donner, mais bien de suivre l'exemple de la liberté commerciale: le système de représailles est tout à la fois le plus juste et le plus conforme aux règles d'une sage économie politique.

Bruxelles, le 18 Mars 1841.

Comte DE RENESSE BREYDBACH.
Baron DE STASSART.
DE RIDDER.
DE HAUSSY.
D'HOOP, Rapporteur.